

29 septembre 2016

Fausse crise d'insolvabilité dans le secteur de l'acier

La proposition Bedrock n'est pas une solution

Rassemblement de solidarité avec les travailleurs lockoutés de MANA à Hamilton



Vendredi 30 septembre de 5 h à 8 h
855 Industrial Drive, Hamilton
Information: 905-547-1417, uswa1005.ca

Fausse crise d'insolvabilité dans le secteur de l'acier

- La proposition Bedrock n'est pas une solution
- Un autre accord de restructuration en vertu de la LACC manigancé dans le dos de ceux qui sont directement affectés

Harcèlement et criminalisation des travailleurs ferroviaires

- Le gouvernement Trudeau ne doit pas donner aux monopoles ferroviaires l'accès aux enregistrements pris à bord des locomotives

- **Les demandes des monopoles ferroviaires ne visent pas la sécurité mais une gestion fondée sur la peur et l'intimidation - Entrevue avec Doug Finnon, président de la Conférence ferroviaire de Teamsters Canada (CFTC)**

Fausse crise d'insolvabilité dans le secteur de l'acier

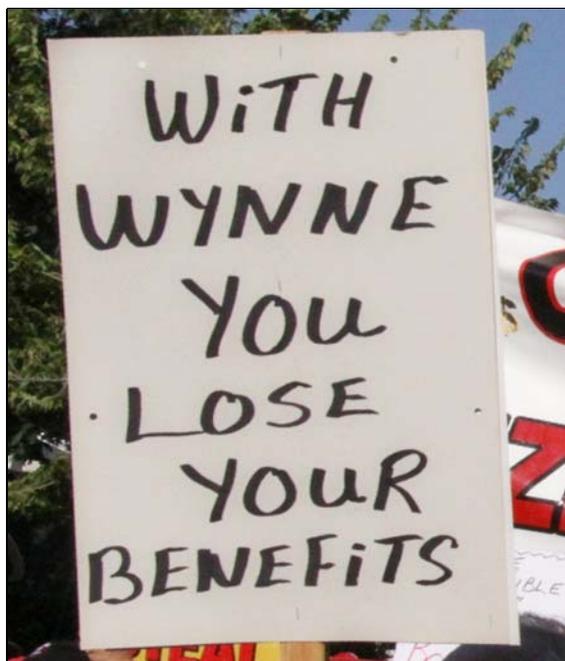
La proposition Bedrock n'est pas une solution



Les métallos de Hamilton à la marche de la Fête du travail le 5 septembre 2016

Bedrock Industries a signé un protocole d'entente avec le gouvernement de l'Ontario lui permettant de s'emparer des actifs de production de l'ancienne Stelco. Le protocole a été mentionné au parlement ontarien et dans les médias de masse sans que les métallos, les employés salariés et les retraités de Hamilton en aient eu vent ou aient eu leur mot à dire à son sujet. On rapporte que Bedrock veut acheter les actifs restants de US Steel, mais non ce qu'il considère comme étant des fardeaux, puis vendre ces actifs dans quelques années à un prix plus élevé que celui qu'il a payé. Les termes de l'entente demeurent «confidentiels jusqu'à ce qu'ils puissent être rendus publics suivant les délibérations du tribunal», selon le gouvernement de l'Ontario.

À lire ce qui se dit dans les médias de masse, la proposition Bedrock serait un plan pour secourir l'aciérie Stelco et ses employés et retraités d'une perte certaine. Sans même regarder les faits en cause, la proposition est saluée comme une offre désintéressée d'un sauveur bienveillant pour aider les travailleurs canadiens à se sortir du pétrin dans lequel ils se sont foutus. La société Bedrock serait en train de faire une faveur aux métallos et à leurs communautés, mais c'est sans considérer les faits en cause et évidemment sans aucune analyse réelle de la situation. La campagne médiatique sert à faire pression sur les métallos et les salariés pour les forcer à renoncer à leurs droits et à ne pas exiger des comptes de US Steel et des gouvernements canadien et ontarien pour le gâchis qu'ils ont fait.

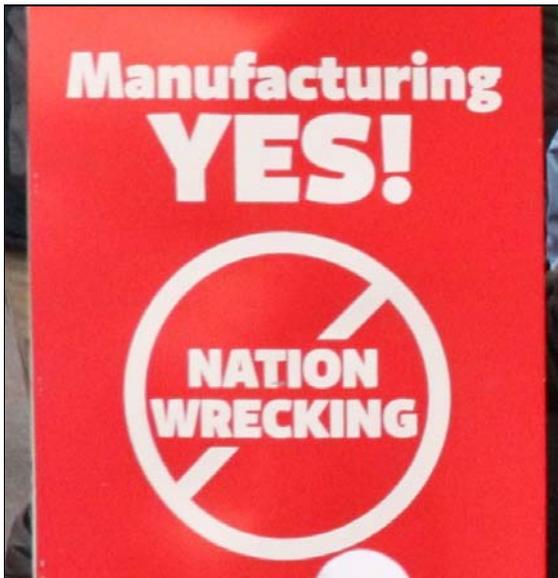


Malgré tout ce qu'en disent les médias et ses promoteurs, cette proposition n'est pas une

solution et n'en sera jamais une. Elle est essentiellement une autre manoeuvre pour payer les riches et pour contourner la voie d'une vraie solution positive aux problèmes de l'industrie tout en protégeant les droits des travailleurs, des retraités et de la communauté et en engageant l'économie dans une nouvelle direction prosociale. Mais ceux qui bénéficient du privilège de classe et qui cherchent à imposer le droit de monopole n'ont que faire d'une alternative. Il faut du courage pour présenter les problèmes tels qu'ils se posent, au-delà des manipulations qui servent les riches et leurs serviteurs.

On ne peut pas demander aux Canadiens d'effacer leur mémoire collective et de voir cette proposition Bedrock comme si elle tombait du ciel, sans contexte, sans s'inscrire dans une suite d'événements, et en oubliant les responsabilités sociales qu'ont assumées il y a plusieurs années ceux qui contrôlent la situation. Les entreprises et les gouvernements du Canada et de l'Ontario doivent être tenus responsables pour les problèmes qui existent présentement. Ils ne peuvent pas détruire la production puis s'attendre à ce que la valeur nécessaire pour respecter les obligations sociales envers les retraités, les travailleurs actuels, et surtout les jeunes, la communauté, la société et l'environnement, apparaîtra comme par magie. Ils ne peuvent pas séparer les pensions, les avantages postérieurs à la retraite et les emplois et la question du nettoyage de l'environnement de la valeur produite au présent sans se retrouver constamment avec les mêmes problèmes. Ce qui n'est pas produit ne peut être consommé. Les Canadiens ont besoin de vraies solutions, pas des manoeuvres pour enrichir les quelques-uns aux dépens des autres, de l'économie et de la société.

Certaines personnes en position de contrôle et d'autorité prennent les gens pour des valises. Cette proposition Bedrock ne provient pas des personnes touchées, des gens de Hamilton et de la région qui produisent et qui ont produit l'acier pendant des décennies et qui ont une connaissance approfondie du secteur et de ses besoins. Cette proposition provient du même groupe de riches, principalement américains, qui manipule l'industrie canadienne et américaine de l'acier à son avantage depuis des années. Elle provient de la même classe de riches qui a mis au point un stratagème pour faire un gros coup d'argent avec la procédure de faillite de Stelco en 2006 pour ensuite la vendre à US Steel avec un profit de 700 %.



Pour eux le problème est de trouver les moyens de sortir du Canada sans y perdre leur chemise aux retraités et sans être pris à payer pour les dégâts environnementaux.

Ils se disent : « Eh bien, certains d'entre nous avons de l'argent dans Bedrock. Nous pouvons prendre 160 millions \$ de notre main droite et les mettre dans notre main gauche et dire que ça règle le problème de la dette garantie envers US Steel. Nous allons placer les régimes de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi dans une fiducie et offrir quelques dollars pour une période fixe pour ensuite nous en laver les mains. Nous pouvons donner, disons, 60 millions \$ au ministère de l'Environnement de l'Ontario et lui dire que cela règle les dégâts environnementaux

et le gouvernement va ensuite annuler la dette de 150 millions \$ que nous avons envers lui. Nous allons placer les terrains pollués dans une fiducie et la fiducie pourra faire ce qu'elle veut tandis que nous allons prendre les deux usines et faire un tas d'argent avec ce que produisent les travailleurs sans aucune responsabilité envers les retraités et l'environnement. Quand la poussière sera retombée, nous allons vendre la compagnie et faire un gros coup d'argent. Et tous les médias diront que nous faisons une faveur aux travailleurs canadiens et au Canada. Et voilà, problème

résolu ! »

Problème pas résolu ! Les vrais problèmes requièrent de vraies solutions ! L'industrie de l'acier doit être renforcée depuis la production jusqu'à la circulation. La classe ouvrière a besoin de travail. Les pensions et les avantages postérieurs à l'emploi doivent être assurés. L'environnement doit être nettoyé. Pour cela, Stelco doit continuer de produire. La valeur que produisent les métaux est la source de la valeur qu'il faut remettre dans l'économie, dans les pensions, les avantages sociaux, la communauté et le nettoyage de l'environnement.

Les travailleurs canadiens ne sont pas des valises. Ils ont de la dignité et des droits. Ce sont eux qui produisent toute la valeur dont la population et la société ont besoin.

***Arrêtez de payer les riches !
Stelco doit continuer de produire de l'acier !
Hamilton doit continuer de produire !
Le Canada doit continuer de produire !***

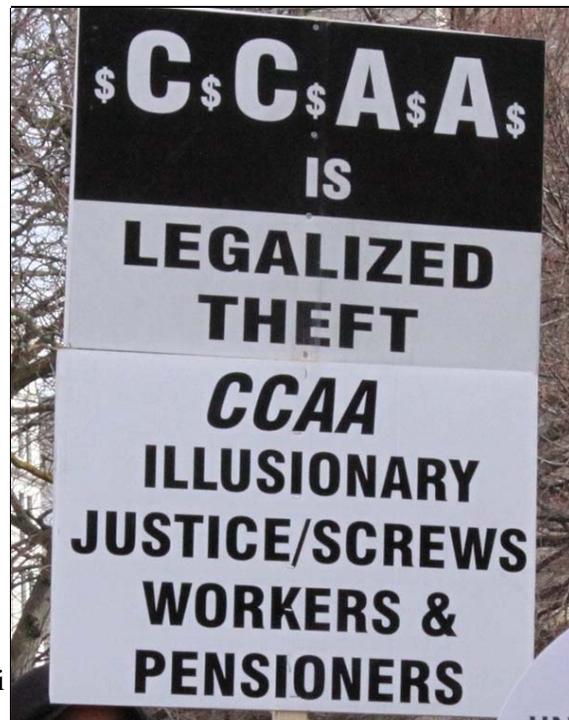


Un autre accord de restructuration en vertu de la LACC manigancé dans le dos de ceux qui sont directement affectés

Les détenteurs de la dette à terme d'Essar Steel Algoma proposent de prendre le contrôle de la compagnie et de sortir des procédures de protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) en prévision d'un grand coup d'argent en arrachant des concessions importantes aux métaux, aux retraités, aux salariés et aux autres créanciers et en mettant au point avec le gouvernement un autre stratagème pour payer les riches à même les fonds publics.

L'accord de restructuration d'Essar Steel Algoma en vertu de la LACC annoncé le 15 septembre dernier requiert que les métaux, les employés salariés, les retraités, les fournisseurs locaux et la ville de Sault Ste. Marie réduisent de façon substantielle leurs réclamations aux avoirs actuels d'Algoma Steel et à la valeur qui sera potentiellement produite. L'accord requiert aussi un affaiblissement des normes environnementales et l'injection de fonds publics par les gouvernements fédéral et ontarien.

La firme comptable qui est aussi contrôleur de la restructuration Ernst & Young a dit que l'accord dépend d'une exonération négociée de la facture de 21 millions \$ de taxes municipales dues à la ville de Sault Ste. Marie et de concessions de la part des niveaux supérieurs de gouvernement en ce qui concerne les pensions et les obligations relatives à l'environnement. L'accord requiert aussi un stratagème pour payer les riches qui comprend



des subsides financiers aux nouveaux propriétaires de la part des gouvernements.

L'accord prévoit les conditions et concessions générales qui ne sont pas spécifiées clairement.

Conditions reliées au gouvernement :

- exonération en ce qui a trait aux questions environnementales
- révision des normes en ce qui concerne les particules suspectes
- normes acceptables en ce qui a trait au benzoapirène
- appui financier
- autres questions reliées aux permis d'opération

Conditions reliées aux syndicats et aux employés

- modification des conventions collectives
- dispense en ce qui concerne les pensions et les OPEB (avantages sociaux post-retraite)
- accords sur la gestion
- autres avantages sociaux des employés

Conditions reliées à la compagnie et ses opérations

- modification aux accords sur le Port d'Algoma
- modification aux accords sur l'usine de cogénération
- accord sur l'approvisionnement à long terme en minerai de fer
- accord sur l'approvisionnement à long terme en charbon
- accord sur les taxes avec les autorités locales

En vertu de cet arrangement, le contrôle de Algoma steelworks, le deuxième plus gros fabricant d'acier au Canada avec plus de 2800 employés, passe d'Essar Global Fund, un Fonds de contrôle de la richesse sociale (FCRS) enregistré aux Îles Cayman, à un groupe de FCRS comprenant notamment Bain Capital, fondé par l'ancien candidat à la présidence des États-Unis Mitt Romney, Golden Tree Asset Management, Sankaty Advisors et Oak Hill Capital Partners.

Le contrôle direct et la composition du Conseil d'administration du nouveau Algoma Steel seront établis selon la quantité relative de richesse sociale que chaque FCRS possède au sein du projet, en capital-actions et en dettes, et selon d'autres considérations.

Un point de controverse est la lutte qui se mène pour la propriété et le contrôle du Port d'Algoma et de l'usine de cogénération. Les deux sont contrôlés séparément par Essar Global Funds et sont essentiels au fonctionnement du complexe d'Algoma et à la circulation dans les deux sens (entrée et sortie) du produit social.



« Les arrangements interentreprises entre Essar Steel Algoma Inc. et le Port d'Algoma et entre Essar Steel Algoma Inc. et Essar Power Canada Ltd. doivent nécessairement être revus dans le cadre de la transaction de restructuration », a dit Andrea Lockhart, une avocate de Toronto qui représente les prêteurs débiteurs-exploitants et les prêteurs à terme qui sont derrière la proposition de restructuration. « À cet égard, le document de restructuration dit expressément que la modification des accords concernant le Port d'Algoma et des accords concernant l'usine de cogénération doit être acceptée par les créanciers consentants, ou faire l'objet d'une renonciation,

pour que la transaction de restructuration soit conclue », écrit Lockhart dans un affidavit.

Les FCRS qui proposent cette restructuration ont demandé au contrôleur « d'entreprendre un recours pour oppression auprès de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ils vont soutenir que la location du port par Essar Global et la vente de l'usine de cogénération ont fait fi des actionnaires minoritaires et ont maintenant causé une impasse dans la recapitalisation proposée d'Essar Steel Algoma », lit-on dans un article de *SooToday.com*. Dans une soumission écrite à la cour, ils disent que « les arrangements relatifs au Port d'Algoma et à l'usine de cogénération constituent un blocage majeur à la réalisation de la transaction de restructuration proposée ».

Les Canadiens sont à même de constater que les conditions que demandent les FCRS contrôlés par les impérialistes américains n'ont rien à voir avec la solution des problèmes que connaît le secteur de l'acier au Canada. Ces conditions sont en fait des demandes de transfert de richesse sociale existante et potentielle d'un détenteur à l'autre et des demandes de résiliation de réglementation et de normes publiques en ce qui concerne la façon dont l'acier est produit et son impact sur l'environnement social et naturel.

Une lutte intense entre les FCRS cherchant à mettre la main sur Algoma Steel

SooToday/Village Media rapporte que les créanciers de Essar Steel Algoma sont engagés dans une bataille féroce de contrôle non seulement avec Essar Global Funds mais entre eux-mêmes. On le voit clairement à l'affidavit assermenté sous la LACC le juillet dernier d' Avram Z. Friedman, qui se décrit comme « un spécialiste des titres en détresse au fonds d'investissement situé sur l'avenue Madison, Davidson Kempner Capital Management LP, qui détient des billets garantis de premier rang émis par Essar Steel Algoma ».

Friedman parle au nom d'un comité ad hoc qui représente environ 70 % des billets garantis de premier rang d'Essar Algoma, évalués à 375 millions \$, qui sont en lutte avec les prêteurs à terme et les prêteurs débiteurs-exploitants pour le contrôle de la richesse sociale actuelle et potentielle d'Algoma Steel.

Friedman y critique les prêteurs à terme et les accuse d'exercer une influence indue, au service de leur propre intérêt, sur le processus de restructuration supervisé par la cour. *SooToday/Village Media* décrivent ainsi les prêteurs à terme qui mettent de l'avant l'accord de restructuration actuel :

Golden Tree Asset Management LP opère à partir de la riche Park Avenue de New York. La firme se décrit comme un des grands plus gestionnaires indépendants d'actifs qui se spécialise dans le crédit des entreprises et le crédit structuré. Les 225 employés de Golden Tree gèrent des actifs d'une valeur de 25 milliards \$. La firme possède notamment 52 % des actifs de Postmedia Network Canada Corp. qui possède *Sault Star*, *Sault This Week*, *Elliot Lake Standard*, *Sudbury Star*, *Timmins Daily Press*, *Timmins Times*, *North Bay Nugget*, *Barrie Examiner* et plusieurs autres journaux canadiens. Plus tôt cette année, les médias ont rapporté que Golden Tree cherchait à vendre ses parts dans cette chaîne de journaux qui est la plus grande du Canada.

Oak Hill Capital Partners, situé à Menlo Park en Californie, a investi plus de 8,5 milliards \$ depuis 1986 dans 80 transactions portant sur les souscriptions privées (private equity) dont The Container Store, Dave and Buster's restaurants, Berlin Packaging and Bell & Howell (Proquest). Bill Gates de Microsoft Corp. et Phil Knight de Nike Inc. ont tous deux fait des investissements dans Oak Hill Capital Partners.

Boston's **Sankaty Advisors** s'est donné un nouveau visage plus tôt cette année, devenant Bain Capital Credit, un affilié de la firme mondiale d'investissement basée à Boston qui a été

fondée en 1984 par Mitt Romney et deux partenaires. Romney en a d'abord été le président, puis l'associé principal, le directeur général et l'unique actionnaire. Bien qu'il ait quitté la firme pour jouer un rôle de direction dans les Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City en 2002 et ait par la suite fait campagne comme candidat républicain à la présidence des États-Unis, la culture d'entreprise dont Romney avait imprégné Bain Capital est devenue un enjeu lors de l'élection de 2012. « Bain Capital est connu pour ne pas réinvestir les profits dans l'entreprise », a écrit Josh Kosman dans son livre publié en 2009 « *The Buyout of America : How Private Equity is Destroying Jobs and Killing the American Economy* ». Matt Taibbi de *Rolling Stone* a décrit les années Romney à Bain Capital en ces termes : « Un homme amasse une fortune de 250 millions \$ en criblant de dettes des compagnies et leur soutire ensuite des millions de dollars de frais en échange du généreux service consistant à leur dire qui doit être congédié pour que soient financés les paiements sur la dette qu'il leur a imposée en premier lieu. » Bain Capital aujourd'hui est beaucoup plus gros qu'il ne l'était lorsque Romney l'a quitté. L'entreprise possède maintenant 950 employés et gère plus de 75 milliards \$ d'actifs. Dans un article paru l'an dernier, le *Boston Globe* a décrit comment Bain est aujourd'hui une entreprise très différente qui met l'accent sur l'investissement ayant un « impact social ».

Les prêteurs à terme ont soumis une offre plus tôt de concert avec un autre FCRS appelé KPS dont le quartier-général est à New York mais elle n'a pas été retenue. KPS aurait possédé 71 % du nouvel Algoma et les prêteurs à terme 29 % dans ce qui aurait été un gros coup d'argent suite aux grandes concessions qui étaient demandées des métallos et de leur régime de retraite. La section locale 2251 du Syndicat des Métallos à Essar Steel Algoma a rejeté fermement la restructuration proposée et KPS s'est retiré. Les prêteurs à terme reviennent maintenant à la charge avec une autre proposition de restructuration.

Dans son affidavit de juillet, Avram Z. Friedman déclare que les prêteurs à terme jouent un rôle trompeur de trois façons dans les procédures de protection de la faillite d'Algoma afin de servir leurs propres intérêts privés.

Ils demeurent des prêteurs à terme.

Ils avaient été acceptés au début des procédures d'insolvabilité d'Essar Steel Algoma comme des prêteurs débiteurs-exploitants.

Ils sont aussi soumissionnaires pour mettre la main sur la compagnie.

Friedman ne dit pas que le motif qui anime son propre FCRS et les autres membres du comité ad hoc de détenteurs de billets garantis de premier rang est exactement le même, soit leur propre intérêt privé. La bataille oppose leur intérêt privé à celui des prêteurs à terme. Il se plaint du fait qu'ils ont un avantage, ayant eu accès à toutes les offres d'achat précédentes de Essar Steel Algoma avant de faire leur offre,

Friedman écrit : « Les prêteurs à terme connaissaient le nombre, la valeur, la structure et les termes de toutes les autres offres rivales et ils jouissaient donc d'un avantage concurrentiel inéquitable sur tous les autres quand on est passé à la phase deux des offres... Il semble que le contrôleur ait accepté les demandes des prêteurs à terme et leur ait donné accès à toutes les offres de la phase 1, tout en sachant que cela pourrait affecter l'équité et la compétitivité du processus. »

Friedman déclare que le tribunal de la LACC a erré « en permettant à un soumissionnaire et à un groupe soumissionnaire/créancier (autrement dit les prêteurs à terme) de travailler ensemble hors de la supervision ou de la surveillance du contrôleur afin d'élaborer une transaction qui est dommageable aux intérêts des autres parties prenantes... Il appert que Essar Steel Algoma et le contrôleur n'ont pas utilisé le processus pour tirer le meilleur parti possible des choses et maintenir

une forte concurrence et ont plutôt permis à un groupe soumissionnaire/créancier de faire équipe avec le seul autre soumissionnaire pour faire avancer leur propre ordre du jour au détriment des autres parties prenantes. »

Friedman accuse les prêteurs à terme d'avoir mis à profit à plusieurs reprises leur position de prêteurs débiteurs-exploitants pour mettre de l'avant leur propre ordre du jour sans tenir compte des intérêts des autres parties prenantes. Il dit que les prêteurs à terme ont refusé d'autoriser Essar Steel Algoma à défrayer les dépenses des autres parties engagées dans les procédures d'insolvabilité mais se sont assurés que tous leurs frais et dépenses professionnels soient payés.

« Rotschild, le conseiller financier des prêteurs à terme, va avoir droit à un paiement de frais substantiel qui sera versé par Essar Steel Algoma si la transaction va de l'avant », écrit Friedman dans son affidavit.

Friedman n'explique pas comment cette lutte intestine entre les FCRS et le drainage parasitaire des avoirs d'Algoma est en mesure de résoudre les problèmes économiques, sociaux et environnementaux de l'industrie canadienne de l'acier. Ces problèmes sont réels et requièrent des solutions réelles. La farce de la LACC et la lutte intestine entre les FCRS, de même que les demandes constantes de concessions aux travailleurs et les manoeuvres des gouvernements pour payer les riches détournent les gens du travail à faire pour trouver des solutions réelles qui pourraient amener sécurité et prospérité à la région, renforcer le secteur de l'acier et l'économie dans son ensemble, soutenir les droits du peuple et ouvrir la voie à une nouvelle direction prosociale.

La question pour les métallos, les retraités, les employés salariés et la population de la région du Sault et du Canada est d'organiser un front puissant en opposition au droit de monopole et à son front de riches impérialistes. Un front du peuple organisé est capable de mener une lutte effective pour priver les riches impérialistes et leurs alliés politiques du pouvoir qu'ils possèdent présentement de priver le peuple de ses droits et de sa capacité de résoudre les problèmes réels de l'économie et du pays.



Harcèlement et criminalisation des travailleurs ferroviaires

Le gouvernement Trudeau ne doit pas donner aux monopoles ferroviaires l'accès aux enregistrements pris à bord des locomotives

Le 19 septembre dernier, le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) a publié son rapport intitulé « Accroître l'usage d'enregistreurs audio-vidéo de locomotive au Canada ». On y lit que les chemins de fer pourraient être autorisés à avoir accès aux enregistrements effectués par les enregistreurs audio-vidéo de locomotive, « s'ils sont autorisés à les utiliser », sous réserve que leur utilisation fasse partie d'un système de gestion de la sécurité non punitif dans un cadre qui assure un équilibre approprié entre les droits et les obligations de « tous les intervenants clés ».

Le « s'ils sont autorisés à les utiliser » se réfère au fait que la loi actuelle qui régit les enregistrements de bord, que ce soit sur les trains, les avions ou les navires, interdit que l'information soit mise à la disposition des entreprises ou utilisée pour des mesures disciplinaires. Cette information est uniquement utilisée à l'heure actuelle par des autorités publiques enquêtant sur des accidents dans le domaine du transport. Le rapport du BST laisse entendre que le gouvernement devrait modifier la *Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports* afin d'en retirer ces restrictions.



Le Canadien Pacifique, qui depuis des années demande de pouvoir utiliser les enregistrements de bord pour espionner les travailleurs et prendre des mesures disciplinaires contre eux au nom de la sécurité ferroviaire, a salué la publication du rapport du BST tout en demandant qu'on aille beaucoup plus loin en permettant aux monopoles ferroviaires d'utiliser les enregistrements de bord, y compris pour la mise en oeuvre de mesures disciplinaires contre les travailleurs ferroviaires lorsqu'ils font preuve d'« un comportement non sécuritaire ».

Le gouvernement Trudeau n'a pas pris de temps à accueillir le rapport du BST. Le ministre des Transports Marc Garneau a déclaré ce qui suit dans un communiqué émis le 20 septembre :

« À titre de ministre des Transports, je crois que l'utilisation de ces dispositifs à bord des locomotives pourrait être une composante importante de la gestion intégrée de la sécurité qui permettra de mieux protéger les Canadiens, leurs familles et les collectivités installées le long des corridors ferroviaires du Canada. Mes représentants ont déjà commencé à travailler avec un certain nombre d'intervenants et de partenaires pour déterminer la meilleure façon d'utiliser les enregistreurs audio-vidéo au Canada, sans qu'ils transgressent les lois et les politiques sur la vie privée. Dans les mois à venir, Transports Canada consultera le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada et les syndicats du secteur ferroviaire pour répondre aux préoccupations des employés relativement à leur vie privée. »



Forum ouvrier dénonce de façon ferme et non équivoque cette recommandation du BST, la demande du Canadien Pacifique et le langage libéral qui vise à dresser les droits des travailleurs contre la sécurité publique afin de donner accès aux entreprises ferroviaires à cette information pour des objectifs intéressés qui n'ont rien à voir avec la sécurité des travailleurs ou du public.

Forum ouvrier se joint aux travailleurs ferroviaires pour demander au gouvernement fédéral de ne pas modifier la loi pour autoriser ces changements et appelle tous les travailleurs à

prendre position à la défense des droits des travailleurs ferroviaires.

La sécurité des travailleurs et du public requièrent, entre autres choses, que le facteur humain soit soutenu. Cela veut dire, par exemple, que les travailleurs doivent pouvoir travailler l'esprit en paix et se concentrer sur leur travail, qu'ils doivent être bien reposés physiquement et mentalement, qu'ils doivent travailler en nombre suffisant pour que le travail soit fait de façon sécuritaire et que leurs organisations de défense peuvent faire des propositions pour améliorer les conditions de travail et sont écoutées avec respect par les entreprises et le gouvernement.

Au lieu de cela, cela fait des années que les travailleurs ferroviaires et leurs syndicats affrontent un barrage constant d'attaques de la part des entreprises ferroviaires et des gouvernements, que ce soit des réductions massives de main-d'oeuvre, des suspensions et des congédiements sur une vaste échelle, l'épuisement constant et la liste est longue. Et maintenant, on ajouterait la surveillance continuelle des travailleurs, avec tout le loisir que cela donne aux entreprises ferroviaires d'interpréter le moindre mot ou geste d'un travailleur comme une menace à la compagnie ou à la sécurité, en prétendant que cela va améliorer la sécurité ! C'est irrationnel à l'extrême et ne fera qu'imposer encore plus d'anarchie et de chaos aux travailleurs et aux communautés ferroviaires. La société canadienne a un urgent besoin d'une autorité publique qui défend la dignité et les droits des travailleurs ferroviaires avant que des tragédies ferroviaires encore plus dévastatrices ne se produisent.

Le Canadien Pacifique et les autres monopoles ferroviaires attaquent sans cesse les travailleurs afin d'accroître leurs profits et améliorer leur position concurrentielle face aux autres transporteurs. Il s'agit d'une course morbide qui met à risque les travailleurs et le public. Cette proposition de mettre les enregistrements à la disposition des entreprises fait partie de cette offensive. Elle ne peut pas être « équilibrée » avec des préoccupations ou des mesures relatives à la sécurité. Pour qu'il y ait équilibre, il faut d'abord que les droits et la dignité des travailleurs soient respectés. Le fait même que le BST demande que ce nouveau privilège à accorder aux sociétés ferroviaires soit circonscrit par un « système de



gestion de la sécurité non punitif » nous montre qu'on essaie de créer un conte de fées au sujet des droits parce que ce système de sécurité non punitif n'existe que sur papier. Il est un élément de l'autoréglementation des entreprises ferroviaires. Les travailleurs n'ont jamais eu leur mot à y dire et ils ne sont mêmes pas autorisés à connaître le contenu de ces programmes. Il est inacceptable que le BST continue d'abandonner son devoir de défendre les travailleurs et le public contre les intérêts étroits des monopoles. Les travailleurs du rail ne vivent pas dans ce conte de fées d'« équilibre » et de « préoccupations » pas plus que n'importe quel autre travailleur. Ils peuvent seulement être protégés si leurs droits sont reconnus et cela exige qu'on restreigne le droit de monopole plutôt que d'étendre les pouvoirs arbitraires des monopoles.

Forum ouvrier appelle les travailleurs canadiens à dénoncer ces propositions et ces demandes en ce qui a trait à l'utilisation des enregistrements de bord et à exiger que le gouvernement Trudeau ne mette pas cette information à la disposition des monopoles ferroviaires.



Les demandes des monopoles ferroviaires ne visent pas la sécurité mais une gestion fondée sur la peur et l'intimidation

**- Entrevue avec Doug Finnsen, président de la Conférence ferroviaire
de Teamsters Canada (CFTC) -**

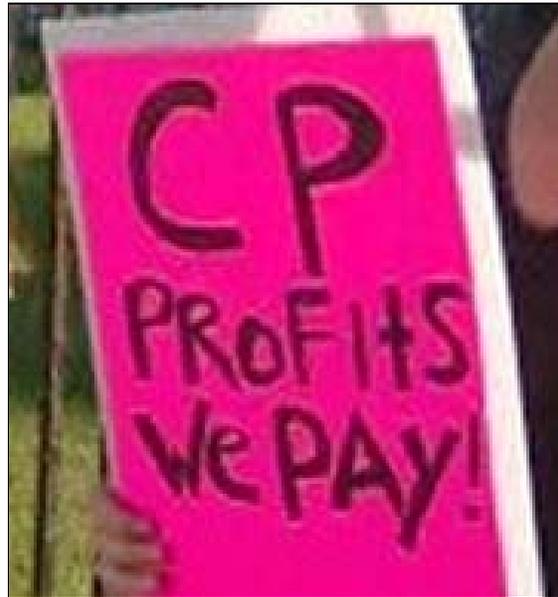
Forum ouvrier : Dans un communiqué de la CFTC paru récemment, tu dis que la

recommandation du Bureau de la sécurité des transports (BST) à l'effet que le BST et les sociétés ferroviaires puissent consulter les enregistrements audio-vidéo pris à bord des locomotives constitue une épée de Damoclès au-dessus de vos têtes. Peux-tu nous en dire plus ?

Doug Finson : C'est la plus grande intrusion dans la vie des travailleurs que j'ai vue dans ma vie. Je n'ai jamais vu dans toute ma vie une agence gouvernementale comme le BST démontrer si peu de respect pour les droits des travailleurs et un préjugé aussi fort en faveur des employeurs.

Ils essaient de trouver de nouvelles justifications aux enregistreurs audio-vidéo. Le BST demande depuis quelques années qu'on installe des enregistreurs audio-vidéo dans les locomotives pour qu'il puisse les utiliser pour ses enquêtes. La loi actuelle y consent et c'est seulement le BST qui peut avoir accès aux enregistrements.

Les sociétés ferroviaires crient à tout rompre qu'elles ne vont pas dépenser de l'argent pour installer ces enregistreurs. Le Canadien Pacifique est celui qui crie le plus fort à ce sujet et il pense pouvoir frapper un grand coup. Il n'a rien à perdre. « Pourquoi dépenserions-nous de l'argent ? », dit-il. « Nous allons dépenser de l'argent pour installer ces caméras si vous nous donnez le droit de surveiller les employés 24 heures par jour, 7 jours par semaine et 365 jours par année. »



Cela n'a rien à avoir avec les besoins réels du BST. Le BST a besoin des enregistreurs audio-vidéo pour pouvoir utiliser les enregistrements dans ses enquêtes. Cela fait trois ans maintenant que nous avons dit que nous sommes d'accord. Ils devraient installer des caméras conformément à ce que dit la loi et donner accès aux enregistrements au BST.

Ce qui est proposé représente l'outil ultime pour instaurer une gestion fondée sur la peur et l'intimidation. C'est l'outil ultime dans les mains des dirigeants américains du Canadien Pacifique pour surveiller les travailleurs canadiens.

C'est une épée qu'on pend au-dessus de nos têtes. Cela n'a rien à voir avec enquêter sur les accidents et améliorer la sécurité ferroviaire. L'objectif est de détruire le syndicat et les travailleurs pour en faire des esclaves. Pensez-y un moment. Il n'y a personne de parfait et si vous surveillez quelqu'un 24 heures par jour et 7 jours par semaine, c'est bien possible qu'une parole lui échappe ou qu'il prononce le mot syndicat ou quelque chose du genre et la compagnie va cibler ce travailleur et chercher à le congédier.

Ils jouent avec nos droits. Ces gens-là qui proposent une telle chose, ils ne vont pas être affectés par ces mesures. Ce sont les travailleurs syndiqués qui vont être affectés mais les gens qui font ces recommandations ne sont pas ceux qui vont être surveillés 24 heures sur 24 et 7 jours/semaine. Ils ne sont pas en train de prendre une décision qui va affecter leur vie à eux. Ils essaient de prendre une décision qui va affecter la nôtre.

Et pendant tout ce temps-là, ils refusent de travailler avec nous. Ils nous mettent des bâtons dans les roues sur toutes les questions. Déjà en ce moment, ils congédient des travailleurs sans raison. Et nous réussissons à leur faire reprendre ces travailleurs. Nous avons un taux de réussite très élevé en ce qui concerne la réintégration des travailleurs.

Je ne suis pas convaincu que le ministre va simplement changer la loi pour satisfaire les dirigeants américains qui sont à la tête du Canadien Pacifique. J'ose encore espérer que nos droits au Canada sont considérés comme étant plus importants que les droits des dirigeants américains.

Je vais aller parler aux représentants du gouvernement en tant que travailleur de 38 ans d'expérience du secteur ferroviaire. Je vais leur parler en connaissance de cause, et je peux amener des gens qui vont leur dire ce qui se passe réellement dans le secteur ferroviaire et comment ces mesures vont nous affecter.



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca